

enfermé dans des boîtes ou sacs parfaitement fermés et scellés, contenant depuis une once à cent livres, et portant les estampilles voulues par la loi. Tout acheteur demandant du tabac recevra une de ces boîtes contenant la quantité requise.

Par ce moyen la fraude devient impossible. Tout le tabac paiera l'impôt, et le trésor public en bénéficiera tout aussi bien que le producteur de tabac.

La protection sur le tabac est énorme et personne ne peut se plaindre à cet égard. Le tabac fabriqué, importé de l'étranger, paye un droit d'entrée de vingt cents par livre et 12½ par cent *ad valorem*, et le tabac canadien en rôle paye seulement quatre cents par livre. Le tabac étranger en feuille est soumis à un impôt de vingt cents par livre à son entrée dans le pays, tandis que le même article produit ici ne paye que quatorze cents par livre.

Avec une protection aussi forte il est facile de produire du tabac dans le pays et de réaliser des profits considérables. Il suffit pour cela que ce produit ne soit pas déprécié, sacrifié à vil prix, dans des ventes illicites.

Nous espérons que le nouveau système remédiera à tous ces inconvénients, réprimera la fraude qui ruine l'industrie de la production du tabac, régularisera et facilitera la vente de ce produit et aura pour résultat inévitable d'en élever de beaucoup le prix.

Le public en aura le profit le plus clair, et le trésor y trouvera aussi son avantage.

FINANCES.

La position financière du pays est très satisfaisante, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre par les états officiels publiés et par le remarquable discours prononcé par le ministre des finances, l'hon. L. S. Tilley, sur le budget de l'année 1880-81.

Tout semble annoncer que l'ère des déficits inaugurée par le cabinet MacKenzie sera bientôt close. Ce résultat sera produit, partie par les réformes administratives et l'économie sévère mise en pratique par le cabinet MacDonald, et partie par l'augmentation du revenu provenant du nouveau tarif et de la prospérité renaissante.

Les dépenses de l'année de 1879-80, avaient été estimées à \$25,478,000 et les revenus à \$24,122,000. L'hon. ministre des finances s'attendait donc à un déficit de \$1,356,000 pour l'année finissant le 30 juin 1880.

Grâce aux réformes opérées et à la sage économie pratiquée dans toutes les branches du service public, il est maintenant certain que ces dépenses ne dépasseront pas le chiffre de \$24,978,000. Le gouvernement va donc épargner cette année la jolie somme de \$500,000.

De plus, l'hon. M. Tilley affirme que le revenu atteindra le chiffre de \$24,450,000 au lieu de ne se monter qu'à \$24,122,000, somme à laquelle il l'avait estimé lors de son discours sur le budget, à la dernière session.

Ainsi les comptes de l'année 1879-80 se solderont par un déficit ne s'élevant qu'à \$528,000, au lieu de \$1,356,000, ce qui constitue une économie, un gain, de 828,000 que nous devons à l'administration des conservateurs.

Et ce déficit de \$528,000 est uniquement dû à une anomalie inévitable que nous tenons à signaler. Le nouveau tarif a été inauguré en mars 1878. Avant cette date les marchands avaient importé d'immenses quantités de marchandises en prévision de la nouvelle législation fiscale promise. Sans cette circonstance, une partie de ces importations faites à l'avance n'aurait été faite que cette année. Le revenu de l'année dernière se trouve donc augmenté et celui de cette année diminué d'autant.

Les montants perçus sur ces importations en 1878 est de \$700,000. Une autre somme de \$600,000 a été retirée de l'accise pour la même raison. C'est donc \$1,300,000

qui figurent au compte du revenu pour l'année 1878-79 et qui, de fait, appartiennent à l'année courante. Si cette somme était portée au compte de l'année 1879-80, —ce qui n'est que juste et légitime,—nous aurions à la fin de l'année, au 30 juin 1880, un surplus de \$762,000, au lieu du déficit de \$528,000.

Les prévisions budgétaires pour l'année 1880-81, sont comme suit :

Recettes .....	\$25,517,000
Dépenses .....	25,007,000
	510,000
Laissant un surplus de.....	510,000

Ainsi nous fermons l'ère des déficits ouverte par les libéraux, et nous ouvrons une ère nouvelle de surplus.

PROTECTION.

Le gouvernement avait bien prévu les résultats favorables de la politique nationale qu'il a inaugurée.

Nous traversons une crise terrible. Notre commerce et nos industries étaient ruinés, l'ouvrier était sans travail et sans pain, et nos cultivateurs ne pouvaient en conséquence vendre les produits de leurs fermes.

Le gouvernement MacDonald a compris que le travail national était la richesse du pays. S'il n'y a pas d'ouvrage il n'y a pas d'argent, la misère et la ruine sont partout. La production nationale est le gage de la prospérité et du bien-être d'un peuple ; les prix n'ont qu'une importance secondaire.

Il fallait donc encourager notre commerce et notre industrie et par ce moyen donner du travail et du pain à la classe ouvrière. Il suffisait, pour cela, de nous protéger contre la concurrence étrangère, afin de fabriquer et produire au pays et d'utiliser les bras de nos nationaux. C'était la protection dont nous jouissons aujourd'hui.

Les résultats en sont déjà magnifiques ainsi qu'il est facile de s'en convaincre par les chiffres suivants. Durant les sept mois finissant le premier février dernier, nos exportations à l'étranger des produits fabriqués dans le pays sont de \$5,213,624 plus fortes que celles des sept mois correspondants de l'année précédente, alors que nous n'avions pas la protection. Nos importations, nos achats à l'étranger, ont diminués, au contraire, durant la période en question de \$13,701,745. Nous avons donc produit au moyen de l'industrie nationale cette valeur de \$13,701,745 d'articles fournis à notre propre consommation et que nous achetions tout fabriqués aux Etats-Unis ou ailleurs avant l'inauguration du tarif protecteur.

La production du pays représente donc, pour ces sept mois seulement, une valeur de \$18,915,369 en plus que pour les sept mois correspondants de l'année précédente. M. Tilley qui a visité la plupart de nos grands centres affirme, avec parfaite connaissance de cause, qu'il y a actuellement dix mille hommes qui trouvent de l'ouvrage dans le pays et qui en manquaient auparavant.

Nous avons donc plus d'ouvrage que par le passé, et, grâce à la protection, nous avons retenu au pays, durant l'espace de sept mois seulement, \$19,000,000, que nous aurions sans cela jetés à l'étranger.

Nous avons gagné ces \$19,000,000, donné du travail et du pain à 10,000 hommes de plus que par le passé, et le pays se trouve plus riche d'autant.

Nous reviendrons sur ces sujets et nous prendrons occasion de les traiter plus au long. Il est bon que le peuple sache qu'il est bien gouverné.